

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 27

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

56^a Sessione ordinaria
(Parigi, 2-4 giugno 2009)

Raccomandazione n. 838 ⁽²⁾

Sulla PESD e il futuro dei Balcani occidentali – replica al rapporto annuale
del Consiglio ⁽²⁾

Trasmessa il 1^o luglio 2009

L'ASSEMBLÉE,

(i) Réaffirmant son engagement en faveur de la paix et de la stabilité dans cette région;

(ii) N'ignorant pas l'histoire mouvementée des Balkans occidentaux qui continue aujourd'hui d'affecter en profondeur l'attitude de leurs populations et de leurs gouvernements;

(iii) Insistant sur le rôle inestimable que la PESD a joué dans la région depuis 2003, en particulier en parvenant à y assurer la sécurité et la stabilité;

⁽²⁾ Adoptée par l'Assemblée le 3 juin 2009, au cours de sa 3^{ème} séance plénière.

(iv) Profondément préoccupée par la dégradation de la situation politique en Bosnie-Herzégovine, par le fait que les deux entités sont toujours incapables de parvenir à un accord sur un certain nombre de problèmes clés, cruciaux pour la survie du pays, et par les menaces de séparatisme proférées par les dirigeants politiques de la Republika Srpska;

(v) Se félicitant des progrès en cours, si lents soient-ils, dus à la réalisation de réformes proposées par le Conseil de mise en oeuvre de la paix (PIC) en Bosnie-Herzégovine, mais préoccupée de l'immobilisme frappant des réformes importantes telles que celle de la police;

(vi) Constatant qu'il reste urgent de réviser la Constitution de la Bosnie-Her-

zégovine afin de créer des structures étatiques viables et d'engager fermement le pays sur la voie de l'intégration européenne et euro-atlantique;

(vii) Craignant que l'on impose à la Serbie des exigences auxquelles elle ne sera pas en mesure de satisfaire et convaincue que pour encourager la politique pro-européenne du Président et du parlement serbes, l'UE doit améliorer le régime des visas appliqué à la Serbie et aider le pays à faire face à l'afflux de réfugiés du Kosovo sur son territoire;

(viii) Se félicitant de la coopération de la Serbie avec le TPIY et de l'arrestation, en juillet 2008, de Radovan Karadzic, accusé de crimes de guerre; soutenant l'entrée en vigueur de l'Accord de stabilisation et d'association (ASA) entre la Serbie et l'UE; souhaitant en outre que l'actuelle; coopération entre la Serbie et les Etats membres de l'UE conduise à l'arrestation des dernières personnes accusées de crimes de guerre, Ratko Mladic et Goran Hadzic;

(ix) Se félicitant que la mission EULEX Kosovo, la plus importante mission civile de PESD jamais entreprise par l'UE à ce jour, ait fait le plein de ses effectifs opérationnels, mais préoccupée par la remise en cause de la légalité et de l'efficacité de l'opération EULEX par les autorités de la Serbie et du Kosovo, tout en notant avec satisfaction que la Serbie a recours à des voies légales et démocratiques pour faire valoir ses objections;

(x) Se félicitant du rapport du Secrétaire général des Nations unies, en date de novembre 2008, sur la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo qui a réussi à obtenir l'approbation du Conseil de sécurité des Nations unies pour lancer l'opération EULEX Kosovo sous l'autorité générale et dans le cadre du statut de neutralité des Nations unies;

(xi) Consciente qu'un certain nombre de pays, notamment plusieurs Etats membres de l'UE, n'ont toujours pas reconnu

l'indépendance du Kosovo en tant qu'Etat et qu'il n'existe aucune perspective immédiate d'accord sur une position commune au niveau de l'UE en ce qui concerne l'indépendance du Kosovo;

(xii) Notant la tentative de la Serbie de saisir la Cour internationale de justice des Nations unies pour qu'elle examine la légalité des circonstances qui ont présidé à la déclaration d'indépendance du Kosovo;

(xiii) Félicitant l'Albanie et la Croatie de leur entrée dans l'OTAN;

(xiv) Considérant avec préoccupation que les pourparlers conduits sous les auspices des Nations unies entre la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine concernant le nom de cette dernière n'ont pas permis d'aboutir à une solution mutuellement acceptable, ce qui empêche l'intégration du pays dans les structures euro-atlantiques;

(xv) Préoccupée par le différend frontalier qui oppose la Slovénie et la Croatie et entrave la progression de la Croatie sur la voie de son adhésion à l'UE;

(xvi) Profondément préoccupée par les répercussions négatives de la crise financière mondiale sur l'ensemble des Balkans occidentaux, et en particulier sur la situation économique, politique et sociale de tous les pays concernés;

(xvii) Préoccupée du fait que les pays des Balkans occidentaux n'ont pas réussi jusqu'ici à freiner la hausse permanente de la corruption, toujours considérable et omniprésente dans la région;

(xviii) Constatant la réticence croissante d'un certain nombre d'Etats membres à admettre un nouvel élargissement de l'UE, suscitant ainsi une redéfinition de la politique d'intégration de l'Union à l'égard des Balkans, laquelle était centrée jusqu'à présent sur l'adhésion à l'UE des pays de la région;

(xix) Convaincue que l'UE ne doit pas abandonner la région, étant donné l'importance des liens politiques, économiques et culturels qu'elle y a tissés grâce à sa

politique d'intégration des Balkans, mise en place depuis longtemps déjà,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UEO, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE

1. A poursuivre leurs activités particulièrement utiles en Bosnie-Herzégovine par le biais du Représentant spécial de l'UE/OHR et de l'opération EUFOR Althea, jusqu'à ce que les dirigeants politiques du pays adoptent les objectifs et respectent les conditions fixés par le Conseil de mise en oeuvre de la paix (PIC) et que la situation politique du pays soit jugée suffisamment stable pour permettre les changements constitutionnels nécessaires et le transfert ultérieur des pouvoirs de l'OHR au Représentant spécial de l'UE ainsi que la reconfiguration d'EUFOR Althea;

2 A intensifier leurs efforts en vue d'instaurer des liens plus étroits entre la Republika Srpska, la Fédération de Bosnie-Herzégovine et le gouvernement central afin d'apporter au pays davantage de stabilité et de sécurité et d'apaiser les craintes à l'égard d'une sécession de la Republika Srpska et des pressions exercées dans ce sens;

3. A prier instamment les autorités de Serbie et de Bosnie-Herzégovine de poursuivre leur coopération constructive avec le TPIY et d'arrêter les personnes encore accusées de crimes de guerre;

4. A lever la condition qui empêche actuellement l'Accord d'association et de stabilisation de la Serbie avec l'UE de se concrétiser afin que les aspirations européennes du pays et de sa population

cessent d'être tributaires de l'arrestation d'un seul homme;

5. A prier instamment les autorités de Serbie et du Kosovo de permettre à EULEX d'exécuter sa mission sans entrave;

6. A exhorter la mission EULEX Kosovo à maintenir une position de neutralité en ce qui concerne le statut du Kosovo et à agir en conformité avec la Résolution 1244 et le plan en six points adopté par l'Assemblée générale des Nations unies;

7. A continuer, malgré les difficultés financières du moment, à soutenir la dynamique de la politique d'intégration des Balkans occidentaux qui prévoit jusqu'à maintenant de promouvoir la sécurité et la stabilité aux portes de l'Europe;

8. A maintenir, malgré le caractère encore explosif de la situation dans un certain nombre de secteurs de la région, une présence au titre de la PESD, appelée à s'orienter de plus en plus vers un rôle de surveillance, d'encadrement et de conseil;

9. A encourager la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine à trouver une solution mutuellement acceptable au différend qui les oppose de longue date concernant le nom de cette dernière, dans le cadre du processus conduit par les Nations unies et à faire avancer les négociations d'adhésion de cette dernière;

10. A encourager la Slovénie et la Croatie à trouver une solution mutuellement acceptable au différend frontalier qui les oppose en se fondant sur les récentes recommandations du Commissaire à l'élargissement, pour permettre la reprise des négociations d'adhésion à l'UE avec la Croatie.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione 838 ⁽²⁾

Sulla PESD e il futuro dei Balcani occidentali – replica al rapporto annuale del Consiglio

L'ASSEMBLEA,

(i) ribadendo il proprio impegno a favore della pace e della stabilità nella regione;

(ii) consapevole della storia turbolenta dei Balcani occidentali che ancora oggi continuano a toccare profondamente l'atteggiamento delle loro popolazioni e dei loro governi;

(iii) insistendo sul ruolo inestimabile che la PESD ha svolto nella regione dal 2003, riuscendo a realizzare gli obiettivi di sicurezza e stabilità;

(iv) profondamente preoccupata per l'aggravarsi della situazione politica in Bosnia e in Erzegovina, dal fatto che le due entità non siano ancora in grado di giungere ad un accordo su alcune questioni chiave, fondamentali per la sopravvivenza del Paese, e dalle minacce di separazione provenienti dai leader politici della Repubblica Serba di Bosnia-Erzegovina (Republika Srpska);

(v) accogliendo con favore i progressi, seppur lenti, compiuti attraverso l'attuazione di riforme proposte dal Consiglio per l'attuazione della pace (PIC-Peace Implementation Council) in Bosnia-Erzegovina, ma preoccupata dell'immobilismo che colpisce riforme importanti quali

vina, ma preoccupata dell'immobilismo che colpisce riforme importanti quali quelle riguardanti il settore delle forze di polizia;

(vi) constatando che persiste l'urgente bisogno di revisionare la Costituzione della Bosnia-Erzegovina, al fine di creare strutture statali valide e di avviare fermamente il Paese verso l'integrazione europea e euro-atlantica;

(vii) preoccupata del fatto che alla Serbia siano presentate richieste che non è in grado di soddisfare e convinta che al fine di incoraggiare le politiche a favore dell'Europa del Presidente e del Parlamento serbi, l'UE debba migliorare il sistema dei visti applicato alla Serbia e assistere il Paese nel far fronte all'afflusso di rifugiati provenienti dal Kosovo sul proprio territorio;

(viii) accogliendo con favore la cooperazione della Serbia con il Tribunale penale internazionale per l'ex – Jugoslavia (ICTY – International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia) e l'arresto, nel Luglio 2008, di Radovan Karadzic accusato di crimini di guerra; sostenendo l'entrata in vigore; dell'Accordo di stabilizzazione e associazione (ASA) tra la Serbia e l'UE; auspicando che l'attuale cooperazione tra la Serbia e gli Stati Membri

⁽²⁾ Adottata dall'Assemblea il 3 giugno 2009 nella 3^a seduta.

dell'UE porti all'arresto delle ultime due persone accusate di crimini di guerra, Ratko Mladic e Goran Hadzic;

(ix) accogliendo con favore che la missione EULEX Kosovo, la più importante missione civile PESD mai intrapresa dall'UE, abbia impiegato a pieno i propri effettivi, preoccupata che le autorità serbe e kosovare mettano in discussione la legalità e l'efficienza dell'operazione EULEX, ma constatando con soddisfazione che la Serbia ha fatto uso di mezzi legali e democratici al fine di far valere le proprie obiezioni;

(x) accogliendo con favore il Rapporto del Segretario Generale dell'ONU sull'amministrazione provvisoria dell'ONU in Kosovo, nel Novembre 2008, che è riuscito ad ottenere l'approvazione del Consiglio di Sicurezza dell'ONU, al fine di lanciare l'operazione EULEX Kosovo sotto l'autorità generale e nel quadro dello status di neutralità delle Nazioni Unite;

(xi) consapevole che alcuni paesi, in particolare numerosi Stati Membri dell'UE, non hanno ancora riconosciuto il Kosovo come stato indipendente e che non esiste alcuna prospettiva immediata di accordo su una posizione comune, in seno all'UE, in merito al riconoscimento del Kosovo;

(xii) considerando il tentativo da parte della Serbia di adire la Corte Internazionale di Giustizia delle Nazioni Unite, affinché esamini la legalità delle circostanze alla base della dichiarazione d'indipendenza del Kosovo;

(xiii) accogliendo con favore l'ingresso nella NATO da parte dell'Albania e della Croazia;

(xiv) preoccupata del fatto che i negoziati condotti dall'ONU tra la Grecia e l'ex-Repubblica Jugoslava di Macedonia in merito a tale denominazione non abbiano portato ad una soluzione condivisibile impedendo, così, l'integrazione del Paese nelle strutture euro-atlantiche;

(xv) preoccupata della controversia sui confini che oppone la Slovenia alla Croazia e ostacola la progressiva adesione della Croazia all'UE;

(xvi) profondamente preoccupata delle conseguenze negative della crisi finanziaria globale sulla regione dei Balcani occidentali e, in particolare, l'impatto sulla situazione economica, politica e sociale di tutti i Paesi interessati;

(xvii) preoccupata del fatto che gli Stati dei Balcani occidentali non sono riusciti, ad oggi, a ridurre i livelli notevolmente alti e crescenti di corruzione onnipresente nella regione;

(xviii) constatando la crescente riluttanza di alcuni Stati Membri dell'UE a consentire un ulteriore allargamento della stessa UE e determinando, così, una ridefinizione della politica di integrazione dell'UE indirizzata ai Balcani e incentrata, fino ad oggi, sull'adesione all'UE dei Paesi di tale regione;

(xix) convinta del fatto che l'UE non deve abbandonare la regione, data l'importanza dei legami politici, economici e culturali stabiliti tramite la sua politica di integrazione dei Balcani a lungo elaborata,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE I PAESI DELL'UEO, IN QUALITÀ DI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, A

1. proseguire le importanti attività svolte in Bosnia e in Erzegovina dall'Ufficio dell'Alto Rappresentante/Rappresentante speciale dell'Unione Europea (OHR/EUSR – Office of the High Representative and EU Special Representative) e dall'Operazione EUFOR Althea fino a quando i leader politici del Paese non raggiungeranno gli obiettivi e rispetteranno le condizioni poste dal PIC e la situazione politica nel Paese sarà ritenuta sufficientemente stabile per consentire le modifiche costituzionali necessarie e, successivamente, una transizione dell'OHR in EUSR, nonché una riconfigurazione dell' EUFOR Althea;

2. intensificare le attività volte a instaurare legami più stretti tra la Repu-

blika Srpska, la Federazione della Bosnia ed Erzegovina e il governo centrale, così da apportare al Paese maggiore stabilità e sicurezza e placare i timori nei confronti della scissione della Republika Srpska e la pressione esercitata in tal senso;

3. esortare le autorità della Serbia e della Bosnia-Erzegovina a proseguire nella cooperazione costruttiva con l'ICTY e ad arrestare le persone accusate di crimini di guerra;

4. rimuovere la condizione che attualmente ostacola la concreta realizzazione dell'ASA della Serbia con l'UE, affinché le aspirazioni europee di tale Paese e della sua popolazione non siano vincolate all'arresto di un solo uomo;

5. esortare le autorità serbe e kosovare a consentire all'EULEX Kosovo di eseguire il proprio mandato senza alcun ostacolo;

6. invitare l' EULEX Kosovo a mantenersi neutrale sullo status del Kosovo e ad agire in conformità con la Risoluzione 1244 e il piano in sei punti adottato dall'Assemblea Generale delle Nazioni Unite;

7. Continuare, malgrado un periodo di difficoltà finanziarie, a sostenere la dinamica di una politica di integrazione dei Balcani occidentali che, ad oggi, prevedono di promuovere la sicurezza e la stabilità ad un passo dall'Europa;

8. mantenere, nonostante la situazione mutevole in cui versano alcuni settori nella regione, una presenza della PESD chiamata ad orientarsi sempre più su un ruolo di vigilanza, guida e consulenza;

9. incoraggiare la Grecia e l'ex-Repubblica Jugoslava di Macedonia a trovare una soluzione condivisa da entrambe alla controversia che, da tempo, le contrappone in merito alla denominazione di quest'ultima, nell'ambito del processo condotto dall'ONU, e far progredire i negoziati per l'adesione della ex-Repubblica Jugoslava di Macedonia;

10. incoraggiare la Slovenia e la Croazia a trovare una soluzione condivisa da entrambe alla controversia sui confini, sulla base delle recenti raccomandazioni del Commissario per l'allargamento, al fine di consentire la ripresa dei negoziati di adesione all'UE da parte della Croazia.